

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TBT/Notif.96.9

22 janvier 1996

(96-0222)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>CANADA</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Santé Canada
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Produits du tabac
5.	Intitulé et nombre de pages du texte notifié: Modification proposée au Règlement sur les produits du tabac
6.	<p>Teneur: La Cour suprême du Canada a statué, le 21 septembre 1995, que de nombreux articles de la Loi réglementant les produits du tabac vont à l'encontre de la Charte canadienne des droits et libertés, et elle a annulé ces articles. Comme il est indiqué dans le document intitulé "La lutte contre le tabagisme: un plan directeur pour protéger la santé des Canadiennes et des Canadiens", le Ministre de la santé a l'intention de proposer des mesures législatives pour combler le vide résultant du jugement de la Cour suprême. La première de ces mesures sera de réintroduire l'obligation de placer sur les emballages des produits du tabac des messages relatifs à la santé et des renseignements sur les substances toxiques que ces produits et leur fumée renferment.</p> <p>La Cour suprême donne raison au gouvernement d'exiger que les fabricants impriment des messages relatifs à la santé sur leurs produits. Cependant, en vertu de la Charte canadienne des droits et libertés, personne ne peut être contraint de dire quelque chose qu'il/elle ne veut pas dire. Le gouvernement ne peut donc pas exiger que ces messages demeurent non attribués.</p>

Les messages relatifs à la santé et les renseignements sur les substances toxiques sont considérés comme des éléments-clés de la stratégie fédérale de réduction de la consommation de tabac chez la population canadienne. En conséquence, une fois que la loi aura été modifiée de manière à rétablir l'obligation de placer sur les emballages des messages relatifs à la santé (pouvant être attribués) et des renseignements sur les substances toxiques, il faudra modifier le Règlement sur les produits du tabac pour qu'il précise le contenu de la formule d'attribution et son emplacement sur le produit. Aucun changement n'est proposé pour les exigences concernant la teneur, l'emplacement, la présentation, les dimensions et la mise en évidence des messages, si ce n'est l'ajout d'une disposition prévoyant l'attribution de ces messages à Santé Canada. On trouvera ci-joint les modifications du Règlement qui sont proposées. Les dimensions et l'emplacement de la formule d'attribution sont précisés pour chaque type de produits. Des modifications mineures du Règlement sont également proposées pour corriger les incohérences et pour abroger les dispositions désuètes.

7. Objectif et justification: Protection de la santé

8. Documents pertinents: Direction générale de la protection de la santé, lettre de renseignements n° 817, 12 décembre 1995

9. Dates projetées pour l'adoption et l'entrée en vigueur: Non cité

10. Date limite pour la présentation des observations: 30 mars 1996

11. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: